

page 201 lectures

PRE

LES GUERRES IRRÉGULIÈRES – XX^e- XXI^e SIÈCLE – GUÉRILLAS ET TERRORISMES

Gérard Chaliand

Paris, Gallimard, 2008, 980 pages

Les Guerres irrégulières – XX^e- XXI^e siècle représente à tous égards une véritable somme. Il s'agit en effet de la réédition du livre *Stratégies de la guérilla*, une anthologie de textes de référence sur le sujet, réunis et commentés par Gérard Chaliand, l'un des meilleurs spécialistes de la question. Alors que l'ouvrage d'origine se terminait par une suite d'essais et d'articles écrits par l'auteur au fil du temps, *Les Guerres irrégulières* incorpore un extrait de T.E. Lawrence dans l'introduction générale, et surtout s'achève sur une conclusion traitant des conflits actuels, suivie de trois chapitres consacrés au terrorisme, dont un de l'auteur. G. Chaliand livre ainsi au lecteur une analyse à la fois rétrospective et prospective, qui a pour ambition de rendre intelligibles les diverses formes de guerre irrégulière, en les rattachant au cadre historique et théorique de la guerre en général – d'où sans doute la dédicace initiale à Clausewitz.

Après une note liminaire qui résume l'ouvrage à grands traits et en donne la généalogie, *Les Guerres irrégulières* s'articule en cinq parties : « Introduction », « Récits », « Analyses », « Théories », « Les terrorismes ». Les sections 2, 3 et 4 constituent l'anthologie proprement dite : l'auteur y a rassemblé un grand nombre de témoignages et d'études qui couvrent des périodes et des zones géographiques variées, et qui éclairent le phénomène de la guérilla sous de multiples facettes. La partie intitulée « Récits » regroupe des extraits de livres consacrés à diverses insurrections, des Huk des Philippines jusqu'aux Mau-Mau kenyans, en passant par les communistes chinois, les guérilleros cubains ou le mouvement d'Amilcar Cabral en Guinée-Bissau. Toujours vivants et informés, ces textes sont autant de relations qui donnent à voir *de l'intérieur*, telles que les ont vécues les contemporains, la progression ou l'organisation d'une guérilla. Parmi ces morceaux choisis, on retiendra par exemple « La rue sans joie » de Bernard Fall, sur le Vietnam (chap. 9), ou « Les débuts de la guerre d'Algérie » par Saïd Ferdi (chap. 10). En quelques pages, ce dernier texte illustre à merveille les méthodes insurrectionnelles comme les erreurs typiques commises en réaction par les autorités en place : déni et sous-estimation du danger dans un premier temps, puis sur-réaction et représailles indiscriminées.

La troisième partie, « Analyses », reprend des textes généralement centrés sur une guérilla spécifique, mais qui tentent avec le recul historique de dégager des conclusions sur le conflit considéré dans sa totalité. Y alternent des curiosités, comme l'article de Michel Foucher sur la mort de Che Guevara (chap. 25), des analyses ponctuelles (« L'échec militaire de Krim », « Le Viêt-Cong grignote Long An » chap. 22 et 26) et de véritables

synthèses consacrées à la défaite communiste en Grèce (chap. 20) ou à l'échec soviétique en Afghanistan (chap. 29, 31, 32). Notons enfin le texte très stimulant d'Eqbal Ahmed (chap. 19), « Guerre révolutionnaire et contre-insurrection », qui ouvre la section mais aurait fort bien pu figurer dans la suivante, étant donné la portée générale et l'intérêt de son propos, en particulier sa critique des différentes formes de contre-insurrection. La quatrième partie, « Théories », comporte essentiellement des classiques, puisque l'on y retrouve en vrac Mao Zedong, Hô Chi Minh, Vô Nguyen Giap, A. Cabral, R. Trinquier, R. Thompson et D. Galula – autrement dit les théoriciens et praticiens les plus fameux de la guerre révolutionnaire, suivis par les auteurs les plus reconnus en matière de contre-insurrection, jusqu'au général David Petraeus, qui a conçu et conduit le *surge* américain en Irak à partir de 2006 et supervise aujourd'hui l'Afghanistan comme l'Irak.

Prises ensemble, les sections 2, 3 et 4 représentent en vérité une anthologie irremplaçable sur la guérilla, puisque la sélection opérée par G. Chaliand permet au lecteur d'aller à l'essentiel sans être distrait ou rebuté par des considérations annexes ou surannées – on pense par exemple à de trop longues expositions de la vulgate léniniste.

Théoricien de la guérilla et stratégeste érudit – on lui doit parmi bien d'autres ouvrages une *Anthologie mondiale de la stratégie* –, G. Chaliand est un témoin de premier rang, puisqu'il a accompagné diverses insurrections quatre années durant, comme il le rappelle dans la note liminaire. La rencontre de la théorie et de l'expérience est suffisamment rare dans le domaine stratégique pour que l'on prête une attention particulière aux perspectives développées en conclusion sur la guérilla et le terrorisme.

Contrairement au gros de l'ouvrage, les textes des chapitres 45, 46 et 47 sont inédits. Dans le chapitre 46, consacré au « Terrorisme islamiste », Philippe Migaux offre une synthèse très complète et pédagogique de l'histoire des divers mouvements islamistes à travers le monde, des controverses théologiques et politiques qui les ont animés, des acteurs terroristes et de leurs soutiens étatiques, et enfin des modes d'action de ces mouvances, qu'il s'agisse de l'usage d'Internet ou des attentats-suicides. Pour sa part, G. Chaliand s'attache de façon plus globale à évaluer l'impact du terrorisme, défini comme « la forme la plus violente de la guerre psychologique » (p. 799), et dont il constate les limites, tant opérationnelles que politiques.

C'est toutefois le chapitre 45 qui comprend les développements les plus ambitieux et à ce titre constitue la véritable conclusion de l'ouvrage. L'auteur s'y livre à une véritable rétrospective historique, dans laquelle il passe en

revue les conflits irréguliers des soixante dernières années, alternant considérations politiques et historiques et analyses tactiques. En étudiant les raisons des succès et des échecs passés, l'auteur met en lumière à la fois les ressorts de la guerre irrégulière, son évolution et ses perspectives. Eu égard à la richesse de ce chapitre, on ne peut guère ici que relever quelques-unes des observations les plus intéressantes. Sur le plan historique, l'auteur souligne le contraste entre la facilité relative des conquêtes coloniales et les défaites en série des Occidentaux au cours des guerres de décolonisation, et ce alors que la disproportion des armements et de la technologie a finalement peu évolué. Outre l'inversion du rapport de forces démographique en faveur du Tiers-Monde, ce sont essentiellement l'éveil politique des élites locales, l'importation réussie du nationalisme occidental ou du socialisme révolutionnaire et l'organisation d'un appareil politico-administratif – généralement le parti – qui expliquent ce « retournement » historique et la victoire de la plupart des mouvements insurrectionnels entre 1945 et 1975. En ce sens, les guérillas nationalistes de décolonisation ont globalement rencontré davantage de succès que les insurrections à caractère social, ethnique ou religieux qui ont suivi. Ces dernières se sont en effet heurtées à des « conditions bien plus complexes » : pouvoirs locaux à la fois mieux enracinés auprès des populations et moins tributaires de l'opinion internationale, absence de cause mobilisatrice également partagée, travail politique préparatoire insuffisant – ainsi de Che Guevara et de la théorie des « focos ».

En conséquence, à partir des années 1970, le terrorisme supplante progressivement la guérilla comme moyen de lutte privilégié, tandis que prolifèrent en Asie, et surtout en Afrique, guerres civiles et conflits ethniques interminables, dénués en apparence de toute rationalité. G. Chaliand fait toutefois valoir avec raison que les conflits les plus barbares, comme celui du Rwanda, n'en comportent pas moins une dimension politique, et qu'il est donc exagéré de ne voir en eux qu'une dérive systématique vers la prédation de type criminel ou un simple déchaînement de violence où la guerre serait devenue à elle-même sa propre fin.

Face à ces évolutions, les puissances occidentales paraissent tout aussi démunies qu'au moment de la décolonisation. Au niveau tactique tout d'abord, la technologie en général et les frappes aériennes de précision s'avèrent, aujourd'hui comme hier, assez inefficaces face à des combattants irréguliers, à preuve l'échec israélien de 2006 face au Hezbollah. L'auteur relève également le manque de connaissance du « terrain » culturel et socio-politique dont témoignent les instruments d'intervention occidentaux, l'inadéquation des effectifs militaires et leur faible implication sur la durée : contrairement aux troupes coloniales d'autrefois, les contingents actuels sont redéployés tous les six ou douze mois, et ne peuvent donc pas

noyer de liens véritables avec les populations locales. Plus largement, et par-delà la redécouverte récente par les Américains des invariants de la contre-insurrection en tant qu'ensemble de techniques, il apparaît clairement que le problème de fond est politique. Comme le souligne fort justement l'auteur, l'asymétrie des moyens est largement compensée par la démographie et la mutation de la sensibilité occidentale par rapport à la mort. Dans ces conditions, il n'est pas certain que les Occidentaux puissent « gagner une guerre irrégulière sur un théâtre secondaire n'engageant pas d'intérêts vitaux ». Le poids de l'opinion publique, les contraintes légales en vigueur et la couverture médiatique des interventions – instantanée autant qu'universelle – se conjuguent en effet pour limiter les marges de manœuvre comme la durée de l'intervention envisageable par les puissances démocratiques. Les exceptions constatées sont de deux ordres : soit la nature peu démocratique du régime et le nationalisme de la population autorisent une répression importante et soutenue dans le temps par l'opinion, à l'instar de la Russie face aux Tchétchènes ou de la Turquie face aux Kurdes, soit la majorité de la population estime être engagée dans une guerre totale, comme c'est le cas en Israël – « Lorsque l'enjeu est vital, la guerre irrégulière ne suffit pas à bouter l'ennemi, dans la mesure où celui-ci estime être sur son terrain ».

On pourra reprocher à l'auteur, çà et là, quelques jugements contestables – ainsi pour les chiffres sans doute trop élevés qu'il avance à propos des pertes de l'armée irakienne en 1991. On pourra regretter que le chapitre conclusif n'entre pas plus avant dans les débats actuels sur les préceptes et les techniques de la contre-insurrection, quoique ces aspects soient couverts par d'autres experts dans les chapitres 46 à 49. Mais ce ne sont que détails au regard de l'intérêt et de la portée de cette conclusion, qui parvient à embrasser plus d'un demi-siècle d'histoire des conflits et à en dégager de véritables enseignements généraux, applicables aujourd'hui comme demain. La pertinence actuelle du propos rejoint la richesse intellectuelle et historique de l'ensemble. Tout à la fois classique du genre et somme d'érudition, *Les Guerres irrégulières* s'impose comme un ouvrage de référence, dont on ne saurait trop recommander la lecture aux décideurs civils et militaires, aux praticiens engagés en opération, comme aux esprits saisis par la complexité de notre temps.

Étienne de Durand

Directeur du Centre des études de sécurité à l'Ifri

RELATIONS INTERNATIONALES

THE POST-AMERICAN WORLD

Fareed Zakaria
New York, W.W. Norton & Co.,
2008, 304 pages

Le « moment unipolaire » marqué par la fin de la guerre froide, l'implosion de l'URSS et la puissance inégalée des États-Unis n'aura duré qu'un moment, et le XXI^e siècle sera surtout marqué par le déclin relatif de l'Amérique et par la « montée des autres » (« the rise of the rest ») : telle est la thèse centrale de ce livre. En 1982, à dix-huit ans, Fareed Zakaria débarque à Yale de son Mumbai natal, jeune immigrant ambitieux qui poursuivra plus tard son doctorat à Harvard. Dans *The Future of Freedom*, publié en 2003 et traduit en vingt langues, il insiste sur la nécessité, pour toute société qui cherche à embrasser la démocratie, de la présence préalable d'un minimum de libéralisme constitutionnel, sous peine de basculer dans une forme de « démocratie illibérale ». Ce fut, en quelque sorte, son commentaire elliptique sur les néoconservateurs, George W. Bush et le fiasco de l'Irak.

Dans son nouveau livre, il évoque la comparaison entre la Grande-Bretagne impériale de 1897, au seuil de son destin « décliniste », et les États-Unis d'aujourd'hui. En réalité, son analyse apporte surtout la preuve que la comparaison est fautive. À l'aube du XXI^e siècle, la

Grande-Bretagne était épuisée économiquement, incapable de gérer son empire, impuissante face à la concurrence de l'Allemagne et des États-Unis. Par contre, dit F. Zakaria, l'économie américaine reste le moteur de l'économie mondiale et témoigne d'une santé générale robuste. Le livre est publié au printemps 2008... Par la suite, F. Zakaria a dû subir la critique des principaux économistes américains le taxant d'« élitiste occidentaliste » incapable de voir la réalité des failles dans le système capitaliste global.

Pour F. Zakaria, le déclin des États-Unis tient moins à leurs propres faiblesses qu'à « la montée des autres ». Nous assistons à l'essor d'un monde tirailé en tous sens par une multiplicité d'acteurs dont beaucoup ne sont pas des États. Ces acteurs ont tous en commun d'avoir accepté le message américain de la liberté, mais en l'interprétant à leur manière. Contre les libéraux américains – tels que John Ikenberry – qui prétendent que l'Occident réussira à intégrer les puissances montantes dans la logique et dans les institutions libérales existantes, F. Zakaria met l'accent sur les différences culturelles profondes qui empêcheront cette intégration. L'intérêt principal du livre réside en effet dans l'analyse des différences culturelles entre les principales puissances, différences aisément ressenties par ce fils d'Asie éduqué par l'Ivy League. F. Zakaria se montre très sévère à l'encontre de ses compa-

triotés d'adoption : au moment où le monde s'ouvre pour entrer en contact avec le message libéral américain, les Américains se renferment dans un protectionnisme de plus en plus isolationniste, ignorants de l'« étranger » et des langues étrangères – société d'immigrants de plus en plus affolée par l'immigration.

Pourquoi, s'interroge-t-il, le reste du monde n'a-t-il pas suivi l'expansionnisme européen aux XVII^e et XVIII^e siècles ? Essentiellement pour des raisons culturelles qui ne valorisaient pas le commerce. Aujourd'hui, « the rest » s'éveille rapidement, embrasse les signes *extérieurs* des valeurs occidentales (vêtements, concurrence, Starbucks, langue anglaise) mais impose une forme propre de modernisation. Le monde se modernise sans s'occidentaliser. Entre les formes que revêtira ce processus en Inde et en Chine, il y aura une différence fondamentale. La Chine, grâce à son centralisme exacerbé, au manque total de contrôle démocratique, et à l'absence de toute croyance religieuse (au sens occidental de la croyance en Dieu) peut se permettre une approche stratégique de long terme (investissement dans l'enseignement universitaire, infrastructures, contrôle démographique) tenant peu compte de la réaction des masses. En Inde par contre (n'oublions pas les racines de F. Zakaria), le dynamisme est chaotique – *bottom-up*, constitué d'une

multiplicité d'entrepreneurs indépendants qui opèrent sans lien avec le gouvernement central. Comme aux États-Unis, conclut F. Zakaria, la société l'a emporté contre l'État. L'Inde et la Chine cherchent toujours leur place en tant qu'acteurs stratégiques, Pékin se voulant surtout rassurant et discret, New Delhi paradoxalement plus dynamique et ambitieux sur le plan diplomatique.

Pour F. Zakaria, le défi le plus important pour les États-Unis dans un monde marqué par « la montée des autres », où le bilan négatif de l'Administration Bush pèse lourd, c'est justement de ne pas se refermer, c'est de se relever, de retrouver les valeurs traditionnelles, de continuer à s'engager dans le monde, et surtout de retrouver la légitimité dont ils jouissaient au sortir de la Seconde Guerre mondiale. L'Amérique doit réapprendre que « la légitimité, c'est le pouvoir ». Le souhait le plus ardent de ce binational indo-américain, c'est qu'elle redevienne « un pays grand ouvert au monde, à l'avenir et à tous ceux qui l'aiment, [qu'elle soit] un endroit aussi accueillant et aussi passionnant pour le jeune étudiant qui arrive aujourd'hui qu'elle le fut il y a une génération pour l'adolescent maladroit que je fus ». Sans le nommer, il lance là un appel passionné au 44^e président de son pays d'adoption.

Jolyon Howorth

HISTOIRE

HISTOIRE DES FUTURS : LES FIGURES DE L'AVENIR DE SAINT AUGUSTIN AU XXI^e SIÈCLE

Bernard Cazes

Paris, L'Harmattan, 2008
(2nde édition augmentée),
510 pages

Ancien chef de la Division des études à long terme au Commissariat général du Plan, Bernard Cazes a participé à de nombreux travaux de prospective à une époque charnière, de la fin des années 1950 aux années 1990. Il s'intéresse ici aux outils conceptuels au moyen desquels les prévisionnistes s'appliquent à penser le changement sociétal, puis à dessiner des vues détaillées ou globalisantes des évolutions à venir. L'ouvrage couvre donc une aire de recherche très étendue – littérature, philosophie, histoire factuelle et contrefactuelle, sociologie, prospective – en demeurant distrayant de bout en bout. B. Cazes a estimé nécessaire de rafraîchir un texte d'abord paru en 1986. Si la trame fondamentale n'a pas été altérée, les inflexions n'en sont pas moins perceptibles. Cette version du livre, plus étoffée dans les sections terminales que la version vintage, comprend notamment des passages éclairants sur la poussée du terrorisme ou la vogue des uchronies (et si l'invincible Armada avait débarqué en Angleterre ?).

Plus que de recenser les diverses manières de concevoir et de fabriquer la prospective d'État, l'auteur s'efforce de mettre en évidence le travail d'affinement des théoriciens, des écrivains et des praticiens depuis le XIX^e siècle jusqu'à nos jours. Il élabore pour ce faire une combinatoire intégrant les variables progrès/civilisation, qui différencie un certain nombre de modèles d'anticipation en fonction de leur degré d'optimisme et de volontarisme. Il cherche ensuite à préciser ce qui sépare les anticipations unilinéaires, fréquemment dominées par la croyance en une loi fondamentale et inexorable (lutte des classes, darwinisme social, épuisement des ressources naturelles), de celles qui envisagent le futur sur un mode moins déterministe, faisant place à l'aléa, à l'accident, aux ruptures non anticipées, aux complexités, aux incertitudes. Le produit de ces réflexions est exposé dans les deux premières parties du texte. « L'avenir tendanciel » évoque les manières traditionnelles d'envisager l'avenir, comme la divination des Anciens à usage politique, puis se tourne vers les théories classiques du devenir social, dominées par Comte, Spencer, ou Marx. Bilan : de belles constructions intellectuelles, mais trop peu de considération pour les phénomènes d'arborescence, les rythmes de changement différentiels, les occasions ratées. « L'avenir discontinu » complète et enrichit la critique. Points forts ? D'abord une réhabilitation de la littérature d'antipa-

tion, ghettoisée puis devenue dans la seconde moitié du xx^e siècle source non négligeable de spéculations. Puis une restitution très convaincante des différentes familles de pensée non linéaristes, qui tient notamment compte de leur manière d'appréhender la destinée humaine. Enfin, une réflexion bienvenue sur le discours décadentiste, ses schémas explicatifs préférentiels, ses fonctions.

On trouve dans cet ouvrage quantité de précisions sur les distorsions cognitives qui menacent les experts opérant dans les structures officielles. Les guerres de la période 1850-1950 apparaissent à cet égard comme de précieux instruments d'étalonnage. Pourquoi un tel écart entre les projections raisonnées des dirigeants politiques et militaires d'un côté, et les formes concrètes des conflits à grande échelle ? Y a-t-il eu défaut d'imagination ? Et pourquoi de parfaits néophytes sont-ils parvenus à produire des anticipations remarquables ? Coup de chance ? Ou bien ont-ils réussi à mobiliser sur un mode intuitif des techniques de raisonnement sous-exploitées par les appareils bureaucratiques ? À sa manière, l'ouvrage milite pour une diversification des sources et méthodes. De même, cette *Histoire des Futurs* fournit de précieuses indications sur la fabrication des scénarios d'anticipation : identification des variables maîtresses, mise en place d'une trame narrative cohérente, dégagement d'hypothèses alternatives. L'envi-

ronnement institutionnel lui-même est évoqué en particulier dans la troisième partie, « L'aide à la décision », qui couvre la période post-1945. Conçue comme un travail de synthèse sur l'intégration de la prospective dans les circuits décisionnels, cette partie ne se contente pas de comparer les expériences américaine et française. Elle livre de précieuses indications sur les conditions de fabrication et les mécanismes de valorisation des travaux de prospective.

Non seulement cette *Histoire des Futurs* procure des repères à tous ceux qui entendent faire œuvre d'anticipation raisonnée, mais elle constitue un outil de référence pour qui cherche à appréhender l'histoire des idées politiques par des voies plus fines que celles qu'empruntent les lourds manuels académiques. Le volume reste maniable ; table des matières et index des noms en facilitent la consultation. Sa grande cohérence démonstrative pousse le lecteur d'une rubrique à l'autre sans effort. Que demander de plus ?

Jérôme Marchand

**ONE MINUTE TO MIDNIGHT:
KENNEDY, KHRUSHCHEV, AND CASTRO
ON THE BRINK OF NUCLEAR WAR**

Michael Dobbs
Londres, Hutchinson, 2008,
426 pages

Épisode parmi les plus connus de la guerre froide, et seule crise nucléaire médiatisée, la crise de

Cuba a déjà généré une multitude de travaux et de colloques au sein des communautés scientifiques, qui s'appuient sur un volume exponentiel de sources : témoignages des acteurs (voir *Thirteen Days: a Memoir of the Cuban Missile Crisis* de R. F. Kennedy et A. Schlesinger Jr) ou archives, notamment les transcriptions des entretiens du désormais célèbre ExComm (le groupe *ad hoc* constitué par le président Kennedy pour l'aider à gérer la crise). Au fil des colloques, de nombreuses informations inédites et non répertoriées par les archives avaient filtré, par exemple l'éventualité soulevée par Castro d'une frappe « préventive » de la base de Guantanamo avec des missiles soviétiques qu'il pensait non pourvus de charges nucléaires. D'une manière ou d'une autre, la plupart de ces travaux universitaires, dont l'ouvrage pionnier de Graham T. Allison et Philip Zelikow, *Essence of Decision*, ont insisté sur la gestion efficace de la crise par ses acteurs – tout particulièrement du côté américain. La crise de Cuba est ainsi devenue un cas d'école en la matière.

Ici, Michael Dobbs, journaliste au *Washington Post* et par ailleurs auteur d'une biographie de Madeleine Albright ainsi que d'un livre sur la chute de l'Empire soviétique, mêle agréablement la rigueur scientifique à un style journalistique non dénué de sensationnalisme et d'un art du suspense digne de Tom Clancy, et propose une lecture

moins idéalisée de la crise en exploitant de nouvelles sources, archives et entretiens, américaines, soviétiques mais aussi cubaines.

Le parti pris de l'auteur n'est pas de proposer une énième analyse historique, mais de se focaliser sur la semaine fatidique du 27 octobre, lorsque les acteurs se retrouvèrent « les yeux dans les yeux », pour mieux en réviser les mythes, heure par heure. En 2008, un des premiers mythes à être remis en question est celui de l'organisation de l'armée américaine en situation de crise. Ainsi, les appareils de l'Air Force furent, comme prévu, disséminés sur des aéroports civils. Cependant, l'inorganisation fut telle qu'un pilote dut payer de sa poche le carburant de son appareil, tandis que le personnel fut transporté sur les bases avec des voitures particulières louées chez Avis. M. Dobbs insiste aussi sur les échecs répétés des services de renseignement : leur méconnaissance de la réalité de l'arsenal soviétique et de la situation à Cuba, la déficience des analyses... Enfin, contrairement aux assertions de Dean Rusk, les cargos soviétiques ne rebroussèrent pas chemin devant la flotte américaine mais manœuvrèrent la veille : il n'y eut donc aucun contact entre les protagonistes.

Pour M. Dobbs, la crise s'est jouée ailleurs : dans la capacité de Kennedy et de Khrouchtchev, tous deux favorables à une solution négociée, à contenir leurs faucons et à contrôler une logique de guerre

de plus en plus autonome. Le livre décrit aussi bien les pressions de Castro sur Khrouchtchev en faveur d'une frappe préventive de Guantanamo, au nom de la Révolution, que les tensions entre civils et militaires du côté américain. La volonté de modération et de respect des décisions présidentielles du chef d'État-major Maxwell D. Taylor fut notamment mise à rude épreuve par le patron du Strategic Air Command, le faucon Curtis E. LeMay.

Mais l'attention de M. Dobbs se porte surtout, de manière inédite, sur les épisodes méconnus qui auraient pu déregler le mécanisme subtil de gestion de crise. Ainsi, la tentative d'interception par l'aviation soviétique d'un U2 littéralement perdu au-dessus de la Sibérie, ou la traque d'un sous-marin soviétique équipé de charges nucléaires et qui a bien failli utiliser son arsenal, sont-elles narrées comme autant de grains de sable qui auraient pu faire dégénérer la crise en des heures dramatiques.

Au fil de ces anecdotes et portraits, la leçon dispensée par M. Dobbs est claire : le « facteur chance » joue un rôle essentiel dans la gestion de crise, quels que soient les objectifs des décideurs. Sans l'avoir désiré, les deux puissances furent réellement « à une minute » du compte à rebours de la guerre.

Nicolas Vaicbourdt

STRATÉGIE

WHY SPY: ESPIONAGE IN AN AGE OF UNCERTAINTY

Frederick P. Hitz
New York, Thomas Dunne Books,
2008, 224 pages

Frederick P. Hitz (juriste de formation, ancien inspecteur général de la CIA¹ dans les années 1990, aujourd'hui enseignant à l'Université de Virginie) a pris acte de la crise de confiance qui a frappé les services de renseignement américains suite au 11 septembre et au scandale des tortures. Il a également tenu compte des recommandations suggérant de revaloriser le renseignement HUMINT (sources humaines) aux dépens du SIGINT (interception de signaux). On aurait tort pourtant de considérer ce petit livre comme un simple ouvrage d'opportunité, soufflant dans le même sens que les vents dominants. Le propos en apparence bénin semble à la fois plus inquiet et plus radical.

F. P. Hitz a été espion, il donne des cours et sait que système d'enseignement et système de renseignement sont étroitement liés. Aux États-Unis comme ailleurs, les

1. Entre autres tâches, l'inspecteur général de la CIA exerce des fonctions disciplinaires. F. P. Hitz a assimilé son travail à celui de l'exécuteur qui achève les blessés sur le champ de bataille. Dit concrètement, l'inspecteur général assure la purge des cadres défaillants et dotés de protections ou de justifications insuffisantes. Il est aussi censé accompagner la réflexion post-mortem sur les fiascos organisationnels et leurs origines.

faiblesses du premier se repercutent inmanquablement sur le second. En premier lieu, *Why Spy* met l'accent sur les problèmes d'adaptation auxquels se trouvent confrontés les espions chargés de pénétrer les groupements terroristes pour déjouer leurs plans de destruction. Les manières de penser et d'agir héritées de la guerre froide (simplifications géopolitiques, connivences bureaucratiques, allégeances idéologiques) sont aujourd'hui caduques. Hormis les problèmes de coopération entre États gendarmes et de gestion des susceptibilités nationales, elles font figure de freins. La lutte contre les mouvances radicales requiert une connaissance intime des groupes cibles et un minimum de familiarité avec l'environnement culturel dans lequel ils opèrent, et non de simples certitudes patriotiques doublées de raccourcis psychologiques. Pour les services américains, cela signifie qu'il faut mener un travail de recrutement domestique plus fin que celui pratiqué depuis des décennies, et en même temps financer les filières académiques (sociologie, langues étrangères, anthropologie, etc.) adaptées aux nouvelles exigences sécuritaires.

Plus profondément, l'ouvrage de F. P. Hitz incite le lecteur à s'interroger sur les insuffisances socio-culturelles des services spéciaux et sur les vulnérabilités endémiques des personnels employés dans ces entités : fragilités psychologiques, réflexes manichéens, obsession de

la domination, tropismes de non imputabilité et de non redevabilité, anti-intellectualisme. Ce qu'il faut ajouter, c'est que ce type de propos, utile sur le fond, est de nature à amplifier la crise de confiance des structures concernées, donc à entamer leur efficacité résiduelle. Comment s'y prendre ? La voie empruntée par F. P. Hitz dans ce livre consiste à reprendre une série de dossiers d'espionnage datant des années 1945-1995 (Kim Philby, Oleg Penkovsky, Aldrich Ames, Robert Hanssen) et à examiner les failles intimes de ces fonctionnaires du renseignement (via une classification de type MICE² légèrement étendue). Chacun des individus en question avait fait l'objet de filtres prétendument rigoureux. Chacun a transmis à l'étranger des quantités de secrets dits stratégiques. Chacun a été diabolisé par les médias et les autorités de son pays, une fois l'étendue de ses forfaits connus. Mais faut-il se contenter de parler en termes de pathologies individuelles ? Faut-il simplement blâmer la duplicité innée d'un Philby (MI6) ou l'éthylisme rancunier d'un Ames (CIA) pour expliquer leurs actes ? En biais, *Why Spy* nous invite à nous interroger sur les mécanismes de socialisation en place dans le renseignement d'État,

2. Acronyme forgé par la CIA afin de mémoriser les principaux leviers de manipulation individuelle : *Money/Ideology/Compromise/Ego* ou *Enticement*. À noter que la CIA n'a pas développé de modèle équivalent pour désigner les vulnérabilités organisationnelles/réticulaires. Cette seule absence est un symptôme parlant.

ainsi que sur la compétence réelle des fonctionnaires placés par l'exécutif aux postes de direction.

Jérôme Marchand

ÉNERGIE

PÉTROLE, GAZ ET LES AUTRES ÉNERGIES. LE PETIT TRAITÉ

Albert Legault

Paris, Éditions Technip, 336 pages

Albert Legault est un expert des questions nucléaires, stratégiques et énergétiques. Son dernier ouvrage fait un point sur notre planète énergétique à l'entrée du XXI^e siècle et propose trois niveaux d'information : scientifique/technique, économique et géopolitique, ces trois aspects étant intimement liés. Le lecteur y trouvera les outils nécessaires à la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux de l'énergie.

Toutes les prévisions s'accordent sur une prépondérance des énergies fossiles dans le bouquet des énergies primaires au moins jusqu'à l'horizon 2050. Sur cette base, l'auteur s'attache plus particulièrement à l'étude du pétrole et du gaz. On peut dès lors regretter la quasi-absence du charbon de ce petit traité. Il est en effet probable que le charbon deviendra une source d'énergie compétitive face au renchérissement du prix du pétrole, inévitable à moyen terme. Le charbon continuera par ailleurs de jouer

un rôle soutenu dans le développement industriel de la Chine et de l'Inde ; les émissions de CO₂ provenant de cette source d'énergie devraient augmenter de 60 % entre 2002 et 2025. Son utilisation est donc fortement liée à la lutte contre le changement climatique.

Sur le plan scientifique, de nombreuses explications sont données au sujet de la formation du pétrole et du gaz, et de celle des gaz à effet de serre. Un chapitre revient sur les technologies pour la production d'énergies renouvelables, notamment la fusion nucléaire et la pile à hydrogène, dont on attend beaucoup dans le futur, mais qui ne sauraient être disponibles à moyen terme.

L'ouvrage fournit également des données fondamentales pour qui souhaite comprendre les enjeux technologiques et économiques liés à l'exploitation des hydrocarbures. On peut citer à titre d'exemple la classification des gaz et des bruts dont la connaissance permet de mieux comprendre les choix des investisseurs et, de là, la crise de l'essence aux États-Unis déclenchée par l'ouragan Katrina. C'est en effet la prédilection des investisseurs pour les pétroles les plus légers qui a accru le déséquilibre entre l'offre et la demande, déséquilibre renforcé par la réduction substantielle des capacités de raffinage autour du Golfe du Mexique consécutivement au passage de l'ouragan.

Des définitions essentielles sur les aspects macroéconomiques de l'énergie, dont ses relations avec la croissance, le bilan énergétique d'un pays comme les États-Unis, les grands équilibres mondiaux, permettent quant à elles une meilleure appréhension de l'impact de l'évolution de la consommation mondiale de l'énergie sur les jeux géopolitiques.

Les quatre derniers chapitres fournissent des indications sur les scénarii énergétiques possibles. L'auteur consacre un plein chapitre au gaz naturel liquéfié (GNL), qui sera indéniablement un vecteur essentiel de l'expansion gazière au niveau mondial. Le changement climatique est de même largement abordé, avec une présentation du commerce du carbone et des mécanismes de marché mis en œuvre pour lutter contre le changement climatique. En montrant que l'utilisation de l'énergie passe avant tout par des considérations économiques et politiques, A. Legault insiste sur la nécessaire implication de tous les acteurs concernés, dont l'industrie et le pouvoir politique. Fataliste, il souligne le bégaiement de l'histoire et paraphrase la formule de Galilée « Et pourtant, elle se réchauffe ! ».

A. Legault aborde tout naturellement au cours de ces chapitres la sécurité des approvisionnements énergétiques et les choix cornéliens que sont amenés à faire les États qui doivent trouver un équilibre entre

respect de l'environnement, sécurité énergétique et compétitivité. L'analyse qui conclut l'ouvrage propose un examen des nouveaux rapports entre Russie, Chine et États-Unis – d'autres pâtissent de l'actualité récente qui a vu la crise financière détériorer le climat des investissements et le cours du baril s'inverser brusquement. À partir de son observation des multiples facettes des jeux géopolitiques, l'auteur propose des pistes de réflexion intéressantes. Dans tous les cas, l'analyse de cet expert en relations internationales aidera à la réflexion de quiconque s'intéresse aux enjeux énergétiques du XXI^e siècle.

Maïté Jauréguy-Naudin

AFRIQUE

PETIT PRÉCIS DE REMISE À NIVEAU SUR L'HISTOIRE AFRICAINE À L'USAGE DU PRÉSIDENT SARKOZY

Adame Ba Konaré (dir.)
Paris, La Découverte, 2008,
347 pages

Le projet de cet ouvrage n'est pas d'écrire une histoire du continent en quelques centaines de pages mais de s'interroger, de manière accessible au plus grand nombre, sur l'histoire du continent (dynamique sociale, impact de la traite esclavagiste, conséquences de la période coloniale sur les sociétés, réflexions sur le sous-développement, la « crise » ivoirienne et sur la « renaissance africaine », etc.).

La section la plus stimulante est sans conteste la partie II (« Un discours d'un autre âge ? »), qui questionne la difficile relation de la France à son passé colonial, et plus particulièrement ses représentations du continent. Les représentations sociales en disent évidemment plus sur les personnes qui les possèdent que sur les « représentés » eux-mêmes. P. Boilley pose le débat dès le premier texte de cette section. Au-delà des personnalités du président français et de l'auteur du discours de Dakar (qui, au cours d'un entretien paru dans *Le Monde*, déclarait qu'il ne changerait « pas un mot, pas une virgule » à son texte), l'historien se demande : « Osons une hypothèse, qui apparaît fort probable. Sans s'être documentés, sans manifestement avoir interrogé spécialistes ou universitaires, forts seulement d'une culture générale qu'ils n'ont pas remise en question, d'un sens commun qui les imprégnait, n'ont-ils pas tout simplement repris inconsciemment le discours ambiant en France sur l'Afrique ? ». La société française, et particulièrement ses élites, charrient nombre de clichés sur l'Afrique qu'elles croient être des « idées » ou des « réflexions ».

Dans le même registre, C. Coquery Vidrovitch revient sur les débats qui ont accompagné la naissance du musée du Quai Branly. Les collections d'objets africains sont présentées comme étant issues d'un « art premier », terme probléma-

tique qui ne permet pas de distinguer les objets culturels des objets de décoration du quotidien mais qui, de plus, présente ces objets comme issus de sociétés anhistoriques, des « sociétés premières » dans lesquelles de « bons sauvages » rousseauistes vivaient un « âge d'or précolonial » en « communion avec la nature ». Cette vision fait effectivement étrangement écho au discours sarkozyste. Un ouvrage solide destiné à un public de non connaisseurs, qu'il faut lire d'urgence.

Alain Antil

AFRIQUE ET EUROPE : NÉOCOLONIALISME OU PARTENARIAT ?

Fondation Gabriel Péri
Actes du colloque organisé
du 24 au 26 janvier 2008 à Dakar,
264 pages

La Fondation Gabriel Péri, liée au Parti communiste français, a organisé avec le Parti de l'indépendance et du travail sénégalais (PIT) un colloque à Dakar sur le devenir des relations entre l'Afrique et l'Europe, regroupant des universitaires et des personnalités politiques issus de dix-huit pays différents. À noter, parmi les intervenants, la présence de l'opposant tchadien Ibni Oumar Mahamat Saleh, assassiné lors des événements au Tchad en février 2008.

L'ouvrage qui résulte de ce colloque restitue la grande diversité des sujets abordés, parfois éloignés de l'intitulé du colloque (« L'Afrique

dans la nouvelle géopolitique mondiale », « Enjeux ruraux et agraires en Afrique. Les responsabilités de l'Europe », « Échanges d'expériences sur le processus démocratique en Afrique », ce qui en constitue à la fois le principal intérêt, et la limite. Les articles sont de niveaux assez différents et ruminent parfois des thèmes archidébattus (« l'Afrique balkanisée ne sera forte qu'une fois unie »...), et sur lesquels à peu près tout le monde est d'accord.

Néanmoins, l'ensemble reste de bon niveau, et l'on mentionnera en particulier la partie consacrée à l'agriculture. Bien que tous les sujets soient importants et prioritaires, la question agricole au sud du Sahara demeure déterminante pour l'évolution et la stabilité de nombreux pays de la zone. L'enjeu peut être résumé sommairement comme suit : les agricultures des pays africains ne parviennent pas, pour de nombreuses raisons internes et externes, à nourrir les populations, alors même qu'une majorité de la population active est, encore aujourd'hui, employée dans ce secteur. Pendant deux décennies, les prix de certaines céréales ont été relativement bas et certains pays ont préféré importer plutôt que produire. La tendance s'est inversée depuis quelques années : la flambée des prix enregistrée fin 2007 et début 2008 était un phénomène exceptionnel, mais qui ne doit pas cacher une tendance structurelle à la hausse. Dès lors, les pays

africains doivent repenser leur modèle d'agriculture et combiner une augmentation des rendements par surface et la protection de l'agriculture familiale (sans quoi des dizaines de millions de personnes devraient quitter rapidement les campagnes), le tout dans un contexte de dégradation générale du milieu et de compétition accrue pour les ressources (eau, terres). En bref, la révolution verte africaine à venir ne devra pas répéter les erreurs de ses aînées.

Alain Antil

SARKO EN AFRIQUE

Antoine Glaser et Stephen Smith
Paris, Plon, 2008, 212 pages

Antoine Glaser et Stephen Smith écrivent depuis plus de quinze ans sur l'Afrique. *Sarko en Afrique* est leur quatrième ouvrage après les deux tomes de *Ces Messieurs Afrique* (1992 et 1997) et *Comment la France a perdu l'Afrique* (2005) – auquel il convient d'ajouter *Négrologie* (2004), que S. Smith a signé seul, mais qui s'inscrit parfaitement dans cette généalogie. Ces deux journalistes aguerris – le premier dirige *La Lettre du Continent*, une note d'informations confidentielles sur l'Afrique ; le second a couvert l'Afrique pour *Libération* dans les années 1990, puis au *Monde* de 2000 à 2005 – ont réussi à se creuser une niche éditoriale : celle du livre-de-journalisme-politique-sur-l'Afrique. Vite écrits, vite lus, les livres-de-journalistes prolifèrent au moment des élections : on ne compte plus les biographies

consacrées à Nicolas Sarkozy ou à Ségolène Royal publiées au premier semestre 2007. La victoire du premier a permis de continuer l'exploitation de ce filon prolifique. A. Glaser et S. Smith, bien qu'ils s'en défendent, sautent sur l'occasion pour nous présenter, en huit courts chapitres conçus comme des saynètes de bande dessinée, l'état de la Françafrique un an après l'élection de N. Sarkozy.

Avec l'alacrité qui avait fait le succès de leurs précédents ouvrages, A. Glaser et S. Smith décrivent brièvement les épisodes de cette relation compliquée. Ils ne parlent guère du discours de Dakar, alors qu'il a constitué probablement l'épisode le plus saillant de cette période. Ils sont plus discrets sur le Tchad, où la France maintient à bout de bras le régime du président Déby, ou sur l'Angola qui fait figure de nouvel Eldorado pétrolier. Ils évoquent la multiplication des affaires judiciaires qui empoisonnent la relation franco-africaine : Angolagate, « suicide » du juge Borrel à Djibouti, assassinat de Guy-André Kieffer en Côte d'Ivoire, mandats d'arrêt délivrés par le juge Bruguière au Rwanda. Ils ont raison de consacrer un chapitre à la création du ministère de l'Immigration confié à Brice Hortefeux, même si l'analyse argumentée du poids réel des questions migratoires dans la relation franco-africaine reste à faire.

Le tableau que brossent les deux journalistes de la politique africaine du nouveau locataire de l'Élysée

n'est pas positif. La rupture annoncée par N. Sarkozy, notamment dans le discours de Cotonou qu'il avait prononcé en mai 2006 en qualité de ministre de l'Intérieur, ne s'est pas concrétisée, bien au contraire. Le « candidat prometteur » évoqué dans le premier chapitre se transforme inexorablement en « obligé de Bongo » au chapitre 8, après avoir renoué avec les pratiques les plus sombres de la Françafrique et des réseaux Foccart.

Deux personnalités hautes en couleurs incarnent cette évolution. D'une part, côté africain, le président gabonais Omar Bongo, le doyen des chefs d'État africains, dont les auteurs montrent par exemple le rôle central dans l'éviction en mars 2008 de Jean-Marie Bockel, qui avait eu l'imprudence de vouloir dresser l'acte de décès de la Françafrique. D'autre part, côté français, M^e Robert Bourgi, un disciple de Jacques Foccart, dont l'entregent et le carnet d'adresses concurrencent la diplomatie officielle de la France que sont censés mener le Quai d'Orsay et la cellule diplomatique de l'Élysée. L'intronisation à Libreville le 10 avril 2008 d'Alain Joyandet, le successeur de J.-M. Bockel rue Monsieur, par le président gabonais en présence du secrétaire général de l'Élysée, Claude Guéant, et de M^e Bourgi, symbolise éloquentement le nouvel ordre des choses.

Pourquoi la rupture n'est-elle pas intervenue ? N. Sarkozy serait-il lié à O. Bongo par des « liens

d'argent » ? On sent que les auteurs sont de cette opinion. Faute de preuves – et craignant peut-être des ennuis judiciaires – ils se gardent cependant de porter des accusations, se bornant à énumérer les témoignages d'amitié appuyés que s'échangent les deux présidents. Dans leur conclusion, A. Glaser et S. Smith avancent une autre hypothèse, plus séduisante. Enfant d'une génération que n'ont pas traumatisée les guerres de décolonisation, N. Sarkozy, disent-ils, ne s'intéresse guère à l'Afrique où il sait qu'il n'y a que des coups à prendre. Pour y limiter les dégâts et pour y défendre aussi les intérêts, notamment économiques, que la France y conserve, il a compris qu'il n'avait rien à gagner à se fâcher avec les dinosaures de la Françafrique. Aussi fait-il mine de conserver avec eux de bonnes relations. À tout prendre, cette hypothèse est moins désespérante que celle qui réduit la politique africaine de N. Sarkozy au reniement de ses promesses. L'avenir montrera si elle est crédible.

Yves Gounin

AMÉRIQUES

CONTAINMENT: REBUILDING A STRATEGY AGAINST GLOBAL TERROR

Ian Shapiro
New York, Princeton University
Press, 2007, 208 pages

L'ouvrage de Ian Shapiro contient des aperçus aussi intéressants que variés sur la politique étrangère

récente des États-Unis et la manière dont elle est perçue dans les cercles académiques de la côte Est. On y trouve en premier lieu un récapitulatif des traits caractéristiques de la doctrine Bush Jr. : établissement d'un champ d'application global, légitimation des interventions unilatérales, validation des frappes préemptives, valorisation des changements de régime, disqualification des puissances neutres ou dissidentes, installation d'un état de guerre permanent. On y distingue également un constat d'échec patent, qui cible les atermoiements démagogiques de la présidence Clinton, les rigidités idéologiques des néo-conservateurs et les insuffisances dialectiques des nominés démocrates de la période 2000-2004. Le résultat ? Promus dans les années 1990 au rang d'hyperpuissance, les États-Unis ont vu leur position durablement affaiblie par les stratégies ultra-bellicistes adoptées au lendemain du 11 septembre. Désormais, ils se trouvent dans l'obligation de dégager de nouvelles orientations, tout en tenant compte de l'enlèvement irakien, de la pérennisation du problème israélo-palestinien, de la vitalité de l'islamisme radical, et en s'efforçant de paraître à peu près crédibles.

Comment procéder ? De quels précédents se réclamer ? Comment enrayer la contagion de la violence, qui mine les efforts stabilisateurs de la Maison-Blanche ? Pour I. Shapiro, la réponse à ces questions est simple. Elle passe par une réactua-

lisation de la doctrine du *containment* et par une renonciation aux logiques obsidionales de confrontation tous azimuts, qui empêchent la constitution d'alliances opportunistes avec de nouveaux partenaires. Concrètement, les États-Unis doivent donc renouer avec les recettes de succès mises en œuvre au début de la guerre froide et rebâtir un ordre international qui démontre la supériorité de la démocratie capitaliste *via* des marqueurs tangibles : organisation périodique d'élections libres et disputées, élévation régulière du niveau de vie, stabilisation des frontières territoriales, intensification des échanges commerciaux, constitution d'instances gardiennes respectées par le plus grand nombre... Une fois ce processus enclenché et les États en voie de modernisation placés sur les bons rails, les mouvances de type Al-Qaida ne seront plus en mesure de s'assurer des sanctuaires. La paix reviendra.

Que dire de ces projections ? À l'épreuve des faits, elles paraissent relever du *wishful thinking*, et ce, pour plusieurs raisons. D'abord, I. Shapiro sous-estime le ressentiment du Tiers-Monde. Ensuite, l'auteur surestime le crédit résiduel dont dispose la puissance américaine et ses incarnations symboliques. *L'American way of life* ? Le culte du consumérisme sans frein est incompatible avec les nouvelles exigences écologiques. Le leadership guerrier du Pentagone ? On le sent lézardé par l'enlèvement ira-

kien et les obscénités sadiennes de ses forces armées (scandale des tortures, Guantanamo). Les institutions régulatrices parrainées par Washington ? La crise boursière et la multitude de scandales financiers survenus depuis le début des années 2000 indiquent clairement que les élites américaines n'ont pas tiré les leçons du Monicagate et de la débâcle Enron, et qu'elles sont prises dans une spirale de corruption incompatible avec le maintien de l'hégémonie. Enfin et surtout, I. Shapiro semble vouloir réactiver un système de valeurs et de comportements relevant d'un passé révolu. La génération Kennan, pétrie de préjugés *wasp*, avait sans doute de multiples défauts, mais du moins avait-elle su projeter une image de fiabilité et inspirer confiance à de multiples auditoires. Celle des *baby boomers*, de toute évidence, possède d'autres talents. On observera avec attention comment Barack Obama saura les exploiter.

Jérôme Marchand

DAYDREAM BELIEVERS: HOW A FEW GRAND IDEAS WRECKED AMERICAN POWER

Fred Kaplan
New York, Wiley, 2008,
256 pages

Journaliste et auteur de la chronique « War Stories » sur le site Internet *Slate.com*, Fred Kaplan est notamment l'auteur de *Wizards of Armageddon*, ouvrage unique en son genre qui explore les dessous des politiques et stratégies nucléai-

res américaines depuis l'apparition de l'arme nucléaire. Avec *Daydream Believers*, F. Kaplan tient un propos plus directement critique sur la politique de défense et de sécurité nationale américaine suivie durant les mandats de George W. Bush. En six chapitres, l'auteur s'attache à dénoncer une série d'orientations et de décisions stratégiques américaines relevant de l'idéologie davantage que du réalisme, et qui ont selon lui porté préjudice aux intérêts nationaux des États-Unis.

F. Kaplan décrit ainsi la façon dont le pouvoir américain a tenté de poursuivre des mirages : celui de la victoire instantanée d'abord, à travers un investissement colossal et continu dans les technologies de guerre conventionnelle de précision; celui de la droiture morale ensuite, qui, selon l'auteur, a incité l'Administration de George W. Bush à adopter une politique contre-productive vis-à-vis de la péninsule coréenne. Une foi considérée dans les bénéfices à retirer de la technologie a par ailleurs poussé le pouvoir politique américain et le Pentagone à investir massivement dans les défenses antimissile, bien que des contraintes techniques entravent la faisabilité du projet. Conséquence de l'exceptionnalisme américain et du mythe de la guerre facile, l'illusion d'exporter la démocratie par la force constitue pour l'auteur la quatrième erreur dramatique ayant *in fine* contribué à diminuer la puissance américaine.

Agrément d'anecdotes à l'appui du plaidoyer de l'auteur pour un retour au réalisme, *Daydream Believers* est une chronique fascinante de la façon dont l'Amérique de George W. Bush s'est entichée d'idées qui l'ont conduite à l'égarment. Aussi douloureux soit-il, le retour de l'Amérique à la réalité d'un monde complexe est nécessaire, et l'on ne peut que souhaiter avec l'auteur que la leçon sera retenue de manière durable.

Corentin Brustlein

ASIE

CAPITALISM WITH CHINESE CHARACTERISTICS: ENTREPRENEURSHIP AND THE STATE

Yasheng Huang

Cambridge, Cambridge University Press, 2008, 366 pages

Voici un must pour tous ceux qui s'intéressent à la Chine. Professeur d'économie politique internationale à la Sloan School of Management du MIT, Yasheng Huang va à contre-courant des idées reçues. Secondé de plusieurs collaborateurs, il s'appuie pour son étude sur une imposante bibliographie qui réserve une place de choix aux sources chinoises : données et enquêtes du Bureau national des statistiques, rapports des banques et des entreprises du secteur industriel, médias locaux, etc. L'auteur manie avec un art consommé les

grands courants et les faits significatifs piqués sur le vif. Il fait aussi d'utiles références à l'Inde.

Y. Huang distingue trois grandes phases dans le développement du capitalisme chinois : depuis 1978 et dans les années 1980, l'entreprise privée est au centre du nouveau départ de la Chine. Ce démarrage trouve son origine en milieu rural avec la décollectivisation des terres, des services et des industries locales. Ces dernières, apparues dans les communes populaires et les bourgs (*township and village enterprises*, TVA) connaissent une expansion remarquable grâce à la privatisation de multiples secteurs : biens de consommation, cuir, textiles, pièces détachées, petite mécanique. Le boom est en partie stimulé par le crédit bancaire. Intervient également la politique des prix agricoles, qui stimule les paysans.

Les maîtres d'œuvre de cette révolution, Zhao Ziyang, Premier ministre puis secrétaire général du Parti, et Wan Li, vice-Premier ministre, ont une longue expérience du monde rural. Dès la fin des années 1980, les résultats de leur politique sautent aux yeux. Les écarts de revenu entre villes et campagnes diminuent de manière plus marquée que dans la période qui suivra. La croissance est vive, tandis que les capitaux étrangers et le commerce extérieur ne jouent qu'un rôle modeste.

Changement de décor et de leaders après Tien An Men. Dans les années

1990, le président Jiang Zemin et le Premier ministre Zhu Rongji, ingénieurs et technocrates qui ont bâti leurs carrières respectives au sein des institutions étatiques, mettent au contraire l'accent sur les villes et les grandes entreprises de l'État en partie assainies, qui bénéficient de la majorité des crédits bancaires au détriment du secteur privé. Les investissements privés étrangers montent en flèche et bénéficient de faveurs refusées aux industriels privés chinois ; le rôle de l'État tend à croître. L'auteur rejette les estimations de l'OCDE sur le secteur privé durant cette période, qui ne représenterait pas 71 %, mais 51 % de la production industrielle totale. Une partie des grandes entreprises classées comme privées relèvent, en fait, de l'État.

Y. Huang dresse ensuite un bilan sévère de la phase 1989-2002, malgré la hausse très importante du PIB chinois : ralentissement dans la diminution de la pauvreté, hausse limitée de la productivité, tensions sociales dans les campagnes, corruption croissante, détérioration de la qualité des services de santé, accroissement du nombre d'analphabètes de 30 millions de personnes, etc.

Une nouvelle orientation est cependant à l'œuvre depuis 2003. Le président Hu Jintao et le Premier ministre Wen Jiabao, deux « provinciaux », savent ce qu'est la pauvreté. Ils sont très sensibles au malaise social et aux inégalités, au

besoin d'améliorer l'économie rurale, l'éducation, la santé, à la nécessité de créer « une société harmonieuse », de renforcer la lutte contre la corruption et de soutenir les progrès en matière de démocratisation dans le Parti. L'auteur souligne le bien-fondé de ces lignes directrices, qui se trouve encore renforcé par l'impact de la crise mondiale sur la Chine.

Gilbert Etienne

**THE NEW ASIAN HEMISPHERE:
THE IRRESISTIBLE SHIFT
OF GLOBAL POWER TO THE EAST**

Kishore Mahbubani
New York, Public Affairs, 2008,
336 pages

Un ouvrage provocateur, destiné à susciter la polémique et des réactions fortes chez des lecteurs occidentaux : voilà l'intention de l'auteur, diplomate et intellectuel singapourien anciennement en poste aux Nations unies et aux États-Unis, qui a également écrit de nombreux articles et essais sur l'évolution du système international, en particulier sur la place des États-Unis (*Beyond the Age of Innocence: Rebuilding Trust Between America and the World*, 2005) et sur l'implication pour les Occidentaux de l'émergence asiatique (*Can Asians Think?*, 2004).

Kishore Mahbubani s'attache de nouveau dans son dernier ouvrage, très documenté, à expliquer les ressorts de l'émergence asiatique, et s'interroge sur la réticence des Occi-

dentaux à accueillir cette transformation majeure des relations internationales. Il explique en effet que l'Asie souhaite suivre le modèle de développement de l'Occident, et non dominer ce dernier (« replicate, but not dominate the West »). L'Occident doit donc prendre acte de cette émergence et accepter l'accession légitime des pays asiatiques aux grandes institutions internationales de gouvernance qu'il dominait jusqu'alors. S'il parvient à effectuer cette « révolution intellectuelle », son partenariat avec une Asie puissante et responsable n'en sera que plus fructueux. Dans le cas contraire, la compétition entre ces deux entités ne pourrait mener qu'à des tensions fortes et déstabilisantes.

L'idée d'un « siècle asiatique » a émergé dans les années 1980, lorsque les prévisions démographiques et économiques laissaient entrevoir un avenir dominé par une Asie riche (Japon et dragons asiatiques) et peuplée (Chine et Inde). Le « nouvel hémisphère asiatique » est aujourd'hui marqué par l'émergence économique chinoise et indienne. Telle est également l'analyse de K. Mahbubani, qui semble d'ailleurs résumer l'Asie à ces deux nations, dont il cite constamment l'exemple, et qui assimile quasiment le Japon (du moins sur le plan économique) à une puissance occidentale.

C'est une des critiques que l'on peut formuler à l'égard de l'ouvrage : il élude les éléments à décharge

de l'argument principal, ce qui affaiblit la démonstration générale.

Si l'auteur aborde justement la question de la fragilité de la croissance asiatique à travers les nombreux défis socio-économiques et politiques que l'Inde et la Chine doivent relever, il n'évoque presque pas les différents facteurs de tensions dans la zone. K. Mahbubani élude ainsi le potentiel déstabilisateur des questions taiwanaise et nord-coréenne pour faire l'éloge de la médiation asiatique dans une région où « les fusils se sont tus ». Or c'est oublier bien vite le récent conflit timorais, les affrontements entre communautés en Inde et en Thaïlande (entre autres), les répressions au Tibet, le régime dictatorial du Myanmar, les tensions entre l'Inde et le Pakistan nucléaires. Les facteurs de conflit liés aux tensions nationalistes et aux différends territoriaux dans la zone (Japon et Chine-Russie-Corées, Chine-Vietnam, Chine-Inde, Inde-Pakistan, Thaïlande-Cambodge, etc.) sont donc nombreux.

De même, si l'on peut partager l'enthousiasme de K. Mahbubani devant le nombre important d'initiatives régionales de coopération (l'« alphabet soup » autour de l'ASEAN : ASEAN+3, ARF, EAS, Chiang Mai Initiative, etc.), il convient toutefois de le modérer en posant la question de la cohérence de ces multiples institutions et de leur efficacité réelle, notamment dans les domaines politique et

stratégique¹, et le problème du leadership dans la région.

L'émergence de l'Asie, au-delà des géants chinois, indien et japonais, sera donc fonction de la capacité des États asiatiques à construire un mécanisme régional efficace de coopération économique, politique, mais aussi stratégique.

K. Mahbubani a le mérite de s'interroger avec pertinence sur les incohérences et les limites des institutions internationales conçues dans l'après-guerre selon un modèle et un fonctionnement non démocratiques, et soumises à la domination occidentale. S'il semble aujourd'hui nécessaire d'associer pleinement les pays asiatiques à la gouvernance mondiale, il convient de rester conscient des défis internes et externes auxquels sont confrontés les gouvernements asiatiques pour assurer la stabilité et l'ascension de la zone.

Céline Pajon

1. L'initiative la plus aboutie en la matière reste les Pourparlers à Six autour de la question nucléaire nord-coréenne, qui concerne uniquement l'Asie du Nord-Est (États-Unis, Corée du Nord, Corée du Sud, Japon, Chine, Russie).

MILICES ARMÉES D'ASIE DU SUD. PRIVATISATION DE LA VIOLENCE ET IMPLICATION DES ÉTATS

Laurent Gayer et Christophe Jaffrelot (dir.)
Paris, Presses de Sciences Po,
2008, 304 pages

Fréquemment utilisé par les médias comme par les chercheurs, notamment les politologues et les anthropologues, « le terme de milice est [cependant] l'un des plus ambigus du vocabulaire militaire¹ ». Les études de cas exposées dans cet ouvrage collectif le mettent clairement en évidence et ouvrent de nombreuses pistes de recherche sur un phénomène milicien à la définition incertaine.

Si par souci d'organisation les directeurs de l'ouvrage ont choisi de catégoriser les milices étudiées au regard de leur discours – mouvements maoïstes, de libération nationale ou politico-religieux, toutes les contributions soulignent qu'il serait vain de réduire le phénomène milicien à une dimension unique. Ainsi, au Pakistan, dans le Penjab, le mouvement du Sipah-e Sahaba Pakistan (SSP) semble agir dans une dynamique sectaire opposant les communautés sunnite et chiïte, mais Mariam Abou Zahab montre clairement que ce conflit reflète surtout les tensions socio-économiques d'une société en transition. De même, en Inde, dans le

Bihar, les organisations maoïstes paraissent plus ethniques qu'universalistes.

Les transformations de l'environnement social, politique, économique et international dans lequel les milices opèrent peuvent également les inciter à évoluer et à modifier stratégies, discours et trajectoires. Les rapports qu'entretiennent les groupes armés et l'autorité publique – détentrice du monopole de la violence physique légitime – peuvent ainsi varier dans le temps et dans l'espace. Le Hizb ul-Mujahidin du Cachemire, qui lutte pour le rattachement de ce territoire au Pakistan, est un exemple type de sous-traitance de la violence organisée par l'État ou l'un de ses organes, en l'occurrence l'armée pakistanaise. Si des relations de nature clientéliste liaient les djihadistes à l'armée pakistanaise, les attentats du 11 septembre 2001 et la nécessité pour l'État pakistanais de faire montre de bonne volonté dans la lutte contre le terrorisme ont modifié ces rapports. L'État pakistanais doit ainsi choisir entre confrontation et cooptation. D'autres milices qui s'étaient insurgées contre l'autorité étatique ont pu opter pour la conclusion d'un accord stratégique avec cette même autorité afin de voir une partie de leurs revendications satisfaites, comme certaines milices birmanes.

Loin de l'idée reçue selon laquelle les milices agiraient sans aucun lien avec la sphère publique officielle, l'ouvrage met remarquablement en

1. Voir A. Blom dans son chapitre, « Le Hizb ul-Mujahidin du Cachemire, imaginaires miliciens et clientélisme ».

lumière l'éventail des rapports qui peuvent se construire entre les mouvements armés et l'État, de l'hostilité ouverte à la collusion. Le rôle joué par les populations civiles dans les stratégies des milices est décrit avec tout autant de détails et démontre une fois de plus la complexité du phénomène milicien.

Enfin, l'accent mis sur la place des femmes et leur trajectoire dans la lutte armée est assez rare pour qu'il soit noté. Certains courants, par exemple les mouvements maoïstes, ont très tôt intégré les femmes dans leurs rangs et parfois créé des bataillons, ou même des branches, leur étant exclusivement réservés. Ce phénomène tend également à se diffuser dans les mouvements djihadistes. Grâce au minutieux travail de terrain des contributeurs, cet ouvrage présente un aperçu intéressant de la condition féminine dans ces milieux.

Aurélie Cerisot

EUROPE

NOTRE EUROPE

Michel Rocard et Nicole Gnesotto (dir.)

Paris, Robert Laffont, 2008,
394 pages

Rares sont les livres constitués comme ici de plus de vingt contributions, et qui donnent malgré tout un sentiment d'unité. Une des qualités de cet ouvrage est d'y

parvenir, peut-être grâce au ton de lucidité courageusement euro-péiste qui caractérise la majorité des auteurs.

La première partie, « Notre Europe au quotidien », examine les réalisations concrètes d'une communauté d'États en matière monétaire (J. Pisani-Ferry), de conduite politique (J. Quatremer), de droit (R. Dehousse), de recherche-développement (P. Busquin), de politique sociale (W. van Velzen), et enfin de sécurité intérieure (J.-L. Bruguière). Que l'on en appelle à la gouvernementalité foucauldienne ou à un scepticisme terre-à-terre, l'étude des répercussions précises qu'ont la monnaie unique, les normes juridiques, ou la faiblesse des réglementations sociales sur notre quotidien permet de mieux en saisir les effets sur chacun de nous. S'il était utile de corriger l'assertion excessive selon laquelle 60 % des textes réglementaires nationaux découlent des engagements pris à Bruxelles par les gouvernements nationaux, alors qu'ils n'en représentent que 25 % tout au plus, inversement le juge Bruguière aurait pu démontrer que la contribution européenne à la sécurité intérieure ne se limite pas à la coopération anti-terroriste avec les États-Unis. La plupart des textes fournissent cependant au lecteur des indications pondérées sur des dossiers complexes.

La deuxième partie, « De quelques tabous européens », répond à nombre d'idées reçues. De façon

significative, les titres prennent la forme de questions sans cesse renouvelées. « Peut-on vivre sans frontière ? », se demande M. Foucher. « La Grande-Bretagne est-elle européenne ? », interroge C. Grant, qui trouve des raisons d'espérer. Avec « l'Amérique nous divise-t-elle ? », Th. de Montbrial montre que : « [si] la *special relationship* n'a aucune chance de déborder durablement le cadre anglo-saxon [...], le *soft power* que l'Europe a réussi [à exercer] pendant son premier demi-siècle d'existence repose en grande partie sur son sens de la mesure, ancré dans une histoire douloureuse ». D. Cohn-Bendit et A. Lamassoure reviennent sur la question du leadership, soulignant tous deux la nécessité d'une évolution institutionnelle. A. Lamassoure, à propos de la situation économique, rappelle que : « le Conseil (à douze) a décidé à trois reprises que la Communauté aurait le droit d'emprunter pour financer des investissements publics de taille continentale. Cette décision n'a jamais été appliquée ».

La troisième partie, « L'Europe acteur du monde : un agenda pour le XXI^e siècle », s'ouvre par un des derniers textes de B. Geremek : « Pas de conscience européenne sans mémoire commune ». Il y note que si « le destin des peuples européens était peut-être commun, la mémoire ne l'est pas : la fracture est de taille » et que la construction d'une identité commune reste à faire, au-delà des invocations ins-

trumentalisées. Ce travail interne peut-il être facilité par le rapport à l'extérieur, à la mondialisation ? Sans doute moins grâce aux quelques pages de D. Cohen que par les efforts en matière de changement climatique qu'analysent L. Tubiana et E. Guérin, efforts cependant soumis, eux aussi, au risque de renationalisation.

À ces perspectives mondiales succède la description très « école réaliste » d'H. Védrine, qui en réponse à la question « Le projet européen : Occident ou Europe d'abord ? » émet le souhait que cette dernière « puisse être pour les années à venir le vecteur d'un Occident différent ». Devant la question « L'Europe politique a-t-elle un avenir ? », N. Gnesotto rappelle que « le big-bang de l'élargissement, en mai 2004, [a sonné] clairement le glas de l'Europe comme puissance politique » et décrit, sans y souscrire, un projet où : « la finalité ne serait plus l'intégration politique intérieure mais l'europanisation de l'extérieur, non plus l'affirmation de soi mais le sauvetage délibéré des autres... Non plus l'Union comme objectif, mais la démocratie comme horizon ». S'appuyant sur d'incontestables acquis – l'Europe puissance normative, « l'irruption d'un acteur stratégique européen » à travers une politique de défense consensuelle et fructueuse – et malgré ses contradictions, l'Europe politique version XXI^e siècle retrouverait « une pertinence majeure [...] en

termes de gouvernance mondiale à construire [...], un leadership à portée de main » : « parce que toute leur histoire est celle d'un lent apprentissage du partage et de la relativité du pouvoir, les Européens sont en effet plus ouverts à une nouvelle configuration du monde, plus adaptés en un sens à la mondialisation que les Américains ».

Dans cette perspective, à la question traitée par J. Bitterlich, « Le leadership franco-allemand est-il dépassé ? », il faudrait répondre par une affirmative sans mélancolie, dès lors que personne ne doit oublier que sans accord de ce noyau, rien n'est possible pour l'ensemble des Européens. N. Baverz préfère voir dans « l'Europe, le miroir du déclin français », mais fort heureusement « l'année 2007 [a marqué] un tournant avec l'élection présidentielle française, tout entière jouée autour de la modernisation du pays, ainsi que la conclusion du traité de Lisbonne » : l'Europe sauve la France et réciproquement.

M. Rocard ouvre l'ouvrage par un long et vivant texte historique et critique de la situation actuelle. Il le clôt par : « Europe et économie : qui domine l'autre ? », texte bienvenu d'autant qu'il fournit une analyse encore rare sur le long terme des évolutions économiques qui ont abouti à la crise de l'automne 2008. Il ne restait plus à J.-P. Jouyet qu'à imaginer les difficultés « si l'Europe n'existait pas »...

Il faut savoir gré à cet ensemble de contributions de fournir un état des lieux précis et réaliste, et une perspective sur l'Europe dans le XXI^e siècle : porteuse d'une modernité politique à travers ses normes et ses valeurs plus que par ses armes, en voie d'union dans sa diversité, dans un monde dangereux.

André Brigot

**LES JEUNES DANS LES RELATIONS
TRANSNATIONALES :
L'OFFICE FRANCO-ALLEMAND
POUR LA JEUNESSE, 1963-2008**

Corinne Defrance, Gilbert Krebs
et Ulrich Pfeil
Paris, Presses de la Sorbonne
Nouvelle, 2008, 472 pages

En proposant une étude complète sur l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ), cet ouvrage collectif analyse le rôle d'un groupe social – la jeune génération – dans les relations entre France et Allemagne, tout en insistant sur la position d'interface d'une institution binationale à la fois emblème et moteur du rapprochement culturel entre les deux pays.

Les dix-huit contributions d'experts et chercheurs français et allemands se répartissent en deux grandes parties thématiques.

Le premier volet de l'ouvrage retrace les grandes phases de transformation de l'OFAJ, de sa naissance à nos jours, selon un dé-

coupage chronologique précis. Les auteurs montrent, en recourant méthodiquement aux archives, pourquoi et comment l'OFAJ a entrepris des réformes importantes afin de s'adapter aux mutations sociétales contemporaines – même si certains accords, en particulier celui de 2005, ont suscité de vives critiques. En parallèle, l'analyse se penche sur certains facteurs exogènes de premier ordre, comme les relations politiques entre la France et l'Allemagne ou plus généralement le contexte européen, qui ont exercé une influence sur la genèse puis le développement de l'organisation. Au fil des épisodes historiques, le rôle des personnalités ayant procédé à certaines réorganisations internes et initié les changements de cap nécessaires est expliqué de manière pertinente.

Les articles qui composent la seconde partie du livre présentent certains champs d'activités dans lesquels l'OFAJ s'investit, chaque texte se concentrant sur un thème particulier, le plus souvent dans une perspective chronologique où se mêlent bilan et analyse. Deux contributions se démarquent des autres : l'une se focalise sur la stratégie de communication et le traitement de l'OFAJ par les médias, l'autre sur son implication dans les partenariats interrégionaux de la Thuringe. L'article consacré aux programmes trilatéraux de l'organisation souligne son attitude avant-gardiste eu égard au contexte international. En outre, démonstra-

tion est faite que les échanges proposés s'adressent à un public qui s'est diversifié avec le temps, en s'ouvrant aux jeunes professionnels, jeunes artistes ou jeunes issus de milieux défavorisés. Ces groupes cibles font chacun l'objet d'un article. La recherche pédagogique et la politique linguistique de l'Office ne sont pas oubliées, puisque deux auteurs en dessinent les contours, qui ont évolué en 45 ans. Trois contributions mettent enfin l'accent sur les vecteurs d'apprentissage interculturel plus « classiques », à savoir les échanges sportifs, scolaires et universitaires.

Au final, ce travail rigoureux et bien documenté se serait sans doute avéré propice à une évaluation plus poussée des perspectives qui s'ouvrent aujourd'hui à l'OFAJ. Il demeure que la complémentarité des approches historique, politique et sociologique permet de décrypter le fonctionnement d'un acteur institutionnel à la tâche complexe et situé au cœur d'un réseau socio-culturel franco-allemand qu'il a largement contribué à tisser. Le canevas historique élaboré structure l'analyse, affinée ensuite par les études sectorielles, l'ensemble livrant au lecteur un éclairage inédit sur les diverses missions du « plus bel enfant du traité de l'Élysée ».

Nicolas Peretti

MAGHREB/MOYEN-ORIENT

UNE HISTOIRE DE LA VIOLENCE AU MOYEN-ORIENT : DE LA FIN DE L'EMPIRE OTTOMAN À AL-QAIDA

Hamit Bozarslan

Paris, La Découverte, 2008,
318 pages

La violence est, hélas, la chose la mieux partagée au monde. Cependant, depuis des siècles, elle apparaît comme une constante historique au Moyen-Orient. Hamit Bozarslan, pour sa part, s'en tient à la période 1906-2008, époque au cours de laquelle celle-ci « s'épanouit », se radicalise pour toucher non seulement les « infidèles », mais également les « princes impies », et se diversifie dans ses formes à partir de 1982, avec le développement des attentats-suicides. Par-delà son approche chronologique, l'auteur cherche à en saisir le fil conducteur et à en explorer les causes.

Ces cent dernières années sont ainsi divisées en trois périodes. Celle qui s'étend de 1906 à 1979 est caractérisée par des réformes qui suscitent déjà réactions et violences : on assiste au développement du nationalisme arabe et de la contestation révolutionnaire. De 1979 à 1991, vient le temps des guerres régionales, de l'islamisme révolutionnaire et de la répression. Enfin, depuis 1991, cette région reste marquée par les guerres et le développement du djihadisme en terre

d'Islam. Pour H. Bozarslan, l'année 1979 constitue une rupture majeure avec la survenance de quatre événements dont la coïncidence est purement fortuite, mais qui ont été lourds de conséquences pour le Moyen-Orient et au-delà : le monde en subit encore les effets dévastateurs. En effet, cette année est celle de la révolution en Iran, avec l'avènement très rapide du pouvoir sans partage de l'Imam Khomeiny, qui impose le *velayat e-feqih*, le gouvernement des clercs, et entend exporter cette révolution. Le régime mis en place il y a trente ans est toujours là, et après un épisode réformiste, proclame sa fidélité au père fondateur ; malgré son échec économique, il tient le pays et semble devoir se maintenir pour une période indéfinie. Cette même année voit également se déployer l'intervention soviétique en Afghanistan, qui suscite une résistance largement soutenue, financièrement, par l'Arabie Saoudite et, logistiquement, par le Pakistan : un certain Ben Laden et d'autres moudjahidin s'engagent dans un djihad qui dure encore. Toujours en 1979, l'Égypte et Israël signent, sous les auspices des États-Unis, un traité de paix qui sera ressenti par les opinions publiques de la région comme une trahison et contribuera à discréditer le nationalisme arabe. Enfin, l'insurrection qui touchera pendant plusieurs jours les lieux saints de La Mecque sera le premier défi spectaculaire lancé par un mouvement islamiste radical mettant en cause un pouvoir « impie ».

On pourrait contester cette césure et faire valoir que, par exemple, 1948, avec le traumatisme – la *nakba* – qu’a représenté pour le monde arabe la création de l’État d’Israël, ou 2001 après le 11 septembre et les interventions militaires qui ont suivi, ont constitué des dates au moins aussi importantes que celle de 1979. Quoi qu’il en soit, cette nouvelle approche de l’histoire contemporaine du Moyen-Orient est particulièrement intéressante car elle souligne et met en valeur tout à la fois les germes internes de la violence comme le rôle des influences extérieures.

Les développements consacrés à Sayyid Qutb, proche des Frères musulmans égyptiens et qui, dans son livre *À l’ombre du Coran*, « rend licite cette violence, voire obligatoire, contre les pensées impies dans le monde musulman » sont à cet égard révélatrices des fondements doctrinaux de la violence contemporaine. On passe, selon l’auteur, « de la militarisation islamiste à une lecture révolutionnaire de l’islam ». Les mouvements islamistes les plus radicaux y puiseront les justifications de leur action et recruteront les disciples de Sayyid Qutb, devenu « martyr » après son exécution ordonnée par Nasser en 1966, et dont les ouvrages assureront la postérité et influenceront plusieurs générations de militants islamistes.

L’auteur s’interroge sur les causes de la permanence de cette violence

qui s’est manifestée à travers les guerres successives et les différentes formes de terrorisme qui semblent appartenir de façon consubstantielle à cette région du monde. Il y voit la conjonction de la volonté de coercition des minorités par des pouvoirs autoritaires, du maintien des structures tribales et communautaires qui s’affrontent depuis des décennies dans un climat de vendettas en chaîne, des influences extérieures régionales ou extra-régionales. Le Moyen-Orient, champ clos des affrontements Est-Ouest pendant la guerre froide, l’est resté avec de nouveaux acteurs dont certains agissent au nom de « la guerre contre le terrorisme » tandis que d’autres entendent lutter contre le « Grand Satan » en prenant la tête du « Front du refus ».

L’extrait des *Réflexions sur le terrorisme* d’Albert Camus cité par l’auteur et qui visait la situation de l’Algérie de 1955 conserve toute sa valeur. On y lisait en effet que le terrorisme naissait « toujours et partout [...] de la solitude, de l’idée qu’il n’y a plus de recours ni d’avenir, que les murs sans fenêtres sont trop épais et que pour respirer seulement, pour avancer un peu, il faut les faire sauter ». Tout était dit.

Denis Bauchard

AUTONOMIE AU SAHARA. PRÉLUDE AU MAGHREB DES RÉGIONS

Abdelhamid El Ouali

Londres, Stacey International,
2008, 255 pages

Cet ouvrage s'inscrit dans la ligne argumentaire de l'initiative marocaine présentée aux Nations unies en avril 2007, qui prône une large autonomie comme issue négociée au problème sahraoui.

Le raisonnement de l'auteur trouve son origine dans une série d'*a priori* qu'il considère comme des vérités : le cycle d'autodétermination/indépendance est achevé et ne paraît plus à même de résoudre la question du Sahara qui, selon l'auteur, se réduit à un contentieux territorial traditionnel ; l'autodétermination démocratique a pris la relève de la libération des peuples ; l'autonomie que le Maroc offre dans son initiative est un projet très avancé dans cette direction. Tels sont les arguments qui organisent les trois parties du livre.

La première étudie les précédents d'autonomie territoriale en droit international comme réponse aux problèmes identitaires de certaines régions de la planète marquées par des particularismes ethniques, linguistiques ou culturels. La deuxième reprend l'histoire de la question du Sahara du point de vue marocain. La troisième, plus brève, analyse l'initiative pour l'autonomie du Sahara comme solution au problème.

Dans ses affirmations de départ, l'auteur ne manque pas d'arguments solides, mais un défaut de fond parcourt tout l'ouvrage : les populations sahraouies – « peuple inconnu surgi comme par magie de ce même désert en l'espace de moins d'une décennie », « prétendu peuple sahraoui soudainement surgi des sables du désert » – sont totalement ignorées. Le « pseudo-nationalisme sahraoui » est pour l'auteur une création de l'Espagne, et il classe ainsi dans la même catégorie le Parti de l'union nationale sahraouie (PUNS), créé par le secrétaire général de la colonie, et le Front Polisario, dont le parcours est beaucoup plus complexe. La négligence volontaire affichée par l'auteur à l'encontre du droit de parole des populations concernées à chaque étape du processus enlève une grande partie de son sens à son plaidoyer en faveur de l'autonomie comme panacée.

La première partie du livre est la plus élaborée ; elle prend appui sur un abondant appareil critique. L'auteur part de la crise du modèle de l'État nation, un État centralisateur « en train de disparaître au profit d'un État associatif et fédérateur des synergies nationales et régionales ». Il rend responsable de cette crise une mondialisation qui affaiblit l'État et renforce les phénomènes identitaires. Bien qu'il considère comme absolu le droit des États à préserver leur unité territoriale, Abdelhamid El Ouali n'en demeure pas moins attentif au droit

des minorités qui, bien que relatif d'après lui, devrait obliger l'État à un compromis. Ceci dit, il existe à son avis un risque à octroyer une autonomie territoriale, puisque celle-ci implique l'intensification des conflits ethniques ou des tentatives sécessionnistes.

Critique du caractère désintégréateur de l'autonomie, l'auteur admet cependant que pour assurer sa pérennité, l'État doit occasionnellement accepter un régime d'autonomie territoriale comme geste de réconciliation avec sa société. L'autonomie ainsi conçue manquerait de sens sans démocratie, sans respect des droits de l'Homme, sans système électoral prévoyant l'émergence de partis régionaux, et deviendrait de fait une variante du droit à l'auto-détermination.

Si la première partie abonde en notes complémentaires, la deuxième partie est moins riche et se fonde sur des récits plus ou moins officiels. Les archives ou ouvrages espagnols font par ailleurs défaut, alors qu'ils constituent une base indispensable pour pouvoir établir un récit plus proche de la réalité.

La troisième partie, qui est donc brève, décrit l'initiative marocaine sans pour autant approfondir l'étude des aspects qui entrent en contradiction avec l'actuelle structure politique marocaine. Contrairement à ce qu'il semblait vouloir démontrer dans la première partie, l'auteur finit par présenter, à contrecœur, l'autonomie comme un moindre mal face aux risques auxquels le Maroc est confronté. Au fond, il s'agit d'une paradoxale défense de l'autonomie comme solution à un problème encore irrésolu.

Bernabé López García

PARMI LES LIVRES REÇUS

S. Boussois (2008), *Maxime Rodinson. Un intellectuel du xx^e siècle*, Paris, Riveneuve Éditions.

C. Withol de Wenden (2009), *Atlas mondial des migrations. Réguler ou réprimer... gouverner*, Paris, Autrement.

A. de La Grange, J.-M. Balencie (2008), *Les guerres bâtarde. Comment l'Occident perd les batailles du xxi^e siècle*, Paris, Perrin.